

DISCOURS DU DR. THEOGENE RUDASINGWA
LE COLLOQUE AU PALAIS DU LUXEMBURG PARIS FRANCE 1ER AVRIL, 2014

<http://www.therwandan.com/fr/discours-du-dr-theogene-rudasingwa-le-colloque-au-palais-du-luxemburg-paris-france-1er-avril-2014/>

LE DRAME RWANDAIS : VERITE DES ACTEURS

La puissance absolue à tout prix : la fin des stratégies du Président Paul Kagame et le Front Patriotique Rwandais



02/04/2014

Merci M. Président pour m'avoir invité à prendre la parole à ce colloque.

Je remercie les organisateurs pour leur générosité et leur hospitalité.

Je voudrais également saisir cette occasion pour remercier les éminents conférenciers et les participants, réunis aujourd'hui pour discuter d'un sujet d'actualité et encore très difficile : le drame Rwandais et la vérité, tels que rapportés par les acteurs dans ce drame.

Au moment où nous entamons nos délibérations nous nous rappelons douloureusement du calendrier de cet événement. Pour chacun d'entre nous, rwandais, Avril est toujours un mois très difficile. Nous voulons nous en souvenir et en même temps l'oublier, car la douleur que cela évoque est insupportable et pleine de défis.

Vingt ans plus tard nous nous souvenons encore de l'horreur, lorsque des Rwandais tuaient des rwandais.

Alors observons une minute de silence en mémoire de tous ceux qui ont péri pendant le génocide et les massacres de 1994.

Comme vous le savez, le Rwanda est une vieille nation qui date de plusieurs siècles, connu pour ses deux ethnies, les Hutus et les Tutsis. Il y a une troisième, les Twa, souvent ignorée par les rwandais et les non rwandais parce qu'il n'a pas activement fait partie du drame Rwanda ces dernières années.

Pour comprendre comment le Président Kagamé et le parti au pouvoir, le Front Patriotique Rwandais (FPR), exercent un pouvoir absolu, j'aimerais mentionner brièvement trois moments cruciaux dans l'histoire du Rwanda au cours des 100 dernières années, dont chacun portait les graines qui ont produit la série d'événements qui se sont succédés:

- Le régime monarchique sous la colonisation allemande à la fin du XIXe siècle, remplacé par la colonisation belge jusqu'en 1962.
- Le Rwanda devenu une République après que la révolution de 1959 (Hutu)
- L'invasion le Front patriotique rwandais (Tutsi) de 1990 et sa prise du pouvoir en 1994.

La période d'avant 1959 a connu le soulèvement d'une population marginalisée de Hutus dirigée par une élite hutue qui remettait en cause le statu quo monarchiste. La naissance de la République rwandaise et la fin du colonialisme belge, ont été un phénomène violent. Alors qu'il a apporté des avantages sociaux, économiques et politiques à la communauté hutue précédemment marginalisée, la révolution de 1959 a fini par marginaliser la communauté tutsie.

De nombreux Tutsis ont été massacrés, et des centaines de milliers ont pris le chemin de l'exil. La révolution a produit les réfugiés Tutsis, suivis par les vagues d'insurrection (INYENZI) qui se sont terminées dans les années 1960.

La courte expérience du multipartisme au Rwanda a brusquement pris fin, l'espace politique a été fermé et le pays est devenu un État à parti unique, sous la houlette du parti MDR PARMEHUTU. Le pouvoir fut concentré dans les mains du Président Grégoire Kayibanda, qui avec le temps, comptait beaucoup plus sur les Hutu de sa préfecture d'origine, Gitarama, au sud du Rwanda.

En 1973, il y eu une révolution de palais qui porta au pouvoir le Général Juvénal Habyarimana, un Hutu du Nord, qui par la suite formera son propre parti, le MRND.

Le régime est resté un régime hutu, de plus en plus biaisé en faveur du Nord. Le Rwanda a toujours été un État à parti unique. Tout comme le régime monarchique d'avant 1959 et le régime de Kayibanda jusqu'en 1973, on a vu le pouvoir concentré dans les mains du Président Habyarimana.

Les Tutsis sont restés en exil, et marginalisés à l'intérieur du pays. Vers la fin des années 1980 et début 1990, le régime du Président Habyarimana avait perdu de son élan et a connu des attaques provenant des partis politiques de l'intérieur (principalement des Hutus du Sud) et une invasion de réfugiés Tutsi (FPR) à partir de l'Ouganda.

Sous la pression politique, économique, militaire et diplomatique, le Président Habyarimana a accepté, à contrecœur, de négocier l'accord de paix d'Arusha avec le FPR. L'accord de paix a apporté une vision pour la démocratisation et l'état de droit, le partage du pouvoir entre le MRND, RPF et autres partis politiques d'opposition, mise en place de nouvelles institutions de sécurité (armée et Gendarmerie) et le retour des réfugiés 1959.

Pendant un bref moment les rwandais se sont bercés d'illusions que finalement la paix, la réconciliation, la démocratie et l'état de droit allaient venir au Rwanda.

Puis le général Kagame a frappé fort, en donnant l'ordre d'abattre en plein vol l'avion dans lequel se trouvaient le Président Habyarimana et son homologue le Président Cyprien Ntaryamira du Burundi. Tous ceux qui étaient à bord, dont des citoyens Français, ont été tués. Cet assassinat a déclenché le génocide et les massacres. Comme nous le savons, le FPR s'est emparé du pouvoir en juillet 1994, en remportant la guerre civile et mettant fin à l'accord de paix d'Arusha.

Au moment où le Rwanda commémore les 20 ans de règne de terreur du Président Paul Kagamé, il est important d'identifier les aspects fondamentaux de sa stratégie pour se maintenir lui-même et le FPR au pouvoir absolu, violent.

Premièrement ; étant donné que le pouvoir avait été obtenu par des moyens violents, par une minorité, il a fallu chercher la légitimité grâce à la construction d'un récit, d'une ligne d'histoire pour ainsi dire, qui commence avec le génocide, se poursuit avec le génocide, définit la raison d'être du régime et est projetée dans le future.

Selon ce récit, des extrémistes Hutus ont abattu l'avion du Président Habyarimana pour trouver le prétexte de commencer le génocide. La colonisation belge est le parent idéologique des divisions ethniques et de l'idéologie génocidaire. Les Français ont aidé les Hutus à commettre le génocide, la communauté internationale a abandonné le Rwanda. Le redressement du Rwanda est phénoménal, et les rwandais le doivent au FPR et à son seul héros, le Président Paul Kagame. Le régime du FPR a même interdit le Français comme langue d'enseignement et d'administration au Rwanda dans le cadre de ce nouveau récit.

Chaque changement doit avoir son récit et ses disciples. Et il doit avoir des amis pour le défendre et le protéger, et ennemis contre lesquels il doit se mobiliser et s'organiser. La France et les Hutus étaient au départ les seuls ennemis.

Les États-Unis et le Royaume-Uni ont émergé comme les nouveaux amis, tandis que Tony Blair et le Président Clinton sont devenus les champions passionnés de la nouvelle Évangile. Toute personne qui n'est pas d'accord avec ce récit est considérée comme un révisionniste qui sème la discorde et un génocidaire. La mort, la prison, l'exil ou le silence sont le sort réservé à ces critiques.

Deuxièmement ; depuis son arrivée au pouvoir en 1994, régime du FPR de Kagamé a utilisé la violence organisée et la guerre comme instruments de politique intérieure et étrangère au sein et en dehors du Rwanda : l'attentat contre l'avion du Président Habyarimana qui a déclenché le génocide ; l'assassinat des évêques rwandais et des prêtres (1994) ; les massacres généralisés par le FPR (1994) décrits par le Rapport Robert Gersony; les massacres de Kibeho (1995) ; les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et même de possibles actes de génocide contre les Hutu qui ont été documentés par le rapport de Mapping de l'ONU de 2010; les assassinats d'opposants politiques au Rwanda et à l'étranger, pour ne citer que quelques-uns.

En 1994 il a assassiné le Président du Burundi, Cyprien Ntaryamira.

En 2001, il a assassiné le Président de la République démocratique du Congo, Laurent Kabila, après avoir envahi ce pays deux fois et en conservant sa présence à travers les « proxies » comme le M23. Près de 6 millions de congolais ont péri en raison des politiques et actions de Kagamé en RDC.

Les troupes de Kagamé ont combattu les troupes ougandaises en RDC en 2000. Il s'en est pris à la Tanzanie et maintenant c'est le tour de l'Afrique du Sud. Il s'est battu contre le Zimbabwe, l'Angola et la Namibie en RDC.

Troisièmement ; au sein des institutions militaires et de sécurité, il a créé une armée dans l'armée (garde républicaine et des Forces spéciales), des services de renseignement qui se concurrencent et des réseaux informels, tout en restreignant ou marginalisant tous les concurrents réels ou perçus comme tels.

Les militaires constituent l'épine dorsale du gouvernement rwandais. Le Président Kagamé discute des grandes orientations et décisions avec les hauts responsables militaires avant leur examen avec les responsables civils. Certains commandants militaires bien choisis sont le véritable gouvernement ; les civils au sein du gouvernement sont des serviteurs technocratiques de l'armée. Les Forces rwandaises de défense ne sont, en substance, pas une armée nationale. Ils doivent allégeance pas à l'État, ou au peuple, mais à une organisation politique, le Front patriotique rwandais et son chef suprême, le Président Kagamé. Pas étonnant qu'il appelle RDF, « mon armée » et ses officiers, « mes officiers ».

Les RDF sont répandues dans tout le pays et leurs officiers déployés à travers le monde dans les ambassades et comme agents dans un vaste réseau mondial. Ils remplissent de nombreuses fonctions politiques au nom du FPR. Les militaires sont responsables de la mobilisation du parti. Ils convainquent ou contraignent les leaders d'opinion pour rejoindre et servir le FPR.

Les officiers militaires sont responsables de la supervision des fonctionnaires de l'administration locale nommés par le FPR.

Les RDF sont responsables de la fraude des élections au profit du FPR, et des officiers militaires sont chargés d'assurer que les opposants au régime, où qu'ils soient, sont identifiés et détruits.

Les officiers des RDF sont presque à 100 % Tutsi !

Quatrièmement ; au sein du Front patriotique rwandais, sa stratégie consiste à marginaliser ou éliminer les ennemis réels ou supposés, et transformer le parti en une boîte à lettres pour faire respecter la volonté du Président. Le Front patriotique rwandais est officieusement le seul parti qui est autorisé à faire de la politique au Rwanda. Le parti est un outil que permet au Président Kagamé de contrôler tous les aspects de la vie au Rwanda. Le parti contrôle le pays en se servant des agents qu'il nomme à des fonctions publiques à tous les niveaux. Ses membres constituent l'écrasante majorité dans toutes les institutions.

Le parti maintient un contrôle strict de tous les fonctionnaires en les obligeant à prêter serment et par le biais de procédures disciplinaires, ce qui constitue une violation des lois qui exigent que les agents publics soient indépendants.

Le Secrétariat du parti fonctionne comme un cabinet parallèle à celui du premier ministre. Le Secrétariat du FPR est responsable de la nomination de tous les fonctionnaires civils, y compris les ministres, les juges et les législateurs ; fait des recommandations à Kagamé pour approbation, s'il a pris sa décision en avance. Il est chargée de discuter et d'approuver toutes les politiques du développement, y compris toutes les propositions de politiques et des décisions majeures devant être examinées par le Parlement ; de prendre des mesures disciplinaires contre tous les fonctionnaires civils membres du parti, y compris les ministres, les juges et les législateurs, qui par la Loi doivent être indépendants. Le parti est un vaste réseau de mécanismes de gouvernement informel qui opèrent à tous les niveaux de l'organisation de l'administration publique.

Cinquièmement ; les institutions officielles du gouvernement (Parlement, pouvoir judiciaire et l'exécutif) sont situées très loin vers le bas de l'échelle de la structure de pouvoir du Rwanda. Les Hutus qui ont les faveurs du système se retrouvent principalement au sein du gouvernement formel. Les membres du gouvernement formel sont simplement des technocrates qui mettent en œuvre les politiques des autres et n'ont aucune influence, sauf

quand il leur arrive d'avoir des liens étroits dans le parti, l'armée, ou avec le Président et son épouse.

En fait, le FPR s'assure que les principaux services gouvernementaux soient confiés à des membres Tutsi jouissant d'une très grande confiance.

Les institutions qui sont cruciales aux stratégies du Président Kagamé pour son maintien du pouvoir absolu sont tous contrôlées par des Tutsis (Banque centrale, ministère des finances, ministère de la santé, Rwanda Revenue Authority, ministère de la Justice, ministère des affaires étrangères).

Sixièmement ; en ce qui concerne les partis politiques, la stratégie consiste à coopter, corrompre, marginaliser ou les détruire. Depuis l'expérience de courte durée de travailler avec les autres partis politiques en 1995, le FPR sous le Président Paul Kagamé a complètement fermé l'espace politique aux partis politiques. Les seuls partis qui peuvent légalement exister et fonctionner au Rwanda sont ceux qui sont alliés au FPR. Les leaders de l'opposition qui ont osé exercer le droit de participer à la vie politique rwandaise d'une façon indépendante se sont retrouvés emprisonnés (ancien président Pasteur Bizimungu, Charles Ntakirutinka, Victoire Ingabire, Bernard Ntaganda, Deo Mushaidi et autres), tués, ou finissent par prendre la voie de l'exile.

Septièmement ; fermer l'espace pour les médias indépendants, la société civile et liberté d'expression intellectuelle. Des journalistes rwandais, des défenseurs des droits de l'homme et des responsables d'ONG ont été emprisonnés et tués à l'intérieur et à l'extérieur du Rwanda, les journaux indépendants sont interdits.

Huitièmement ; manipuler les relations avec les étrangers, à l'aide de la culpabilisation et l'intimidation. Le Président Kagamé et le FPR ont cultivé un réseau complexe d'étrangers (et quelques rwandais) qui doivent vendre l'image et le récit du Président Kagamé comme le seul héros et sauveur du Rwanda.

Comme le Rwanda est fortement tributaire de l'aide, et que sa réputation comme leader favori des occidentaux du « Singapore émergent d'Afrique » est cruciale pour que l'aide continue à écouler, ce groupe de personnes est crucial pour lui faciliter la tâche. Par le biais de ce qu'il appelle le Conseil Consultatif Présidentiel (PAC), il est capable de promouvoir une image douce et trompeuse à l'étranger, en particulier là où cela importe le plus, c'est-à-dire aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Grace au lobbying, aux relations publiques et à l'accès aux médias, ces facilitateurs aident à soigner l'image de marque du Président Kagamé à l'étranger et le protègent contre toute responsabilité pour les crimes qu'il commet au Rwanda, en RDC et à l'étranger.

Les plus forts et les plus puissants dans l'ensemble du groupe sont Tony Blair, le Président Bill Clinton et l'évangéliste américain, Rick Warren. Ils vendent le Président Paul Kagamé comme un des leaders plus visionnaires du monde entier.

Neuvièmement ; Grâce à son contrôle personnel et absolu des questions d'argent, le Président Kagamé finance une stratégie à trois volets pour maintenir son contrôle du pouvoir au Rwanda :

- a) établir des systèmes de renseignement qui sont capables d'identifier et de neutraliser toutes les menaces réelles ou perçues comme telles ;
- b) maintenir une armée forte qui est capable à la fois de protéger le régime et de projeter sa puissance à l'étranger ; et,

c) assurer les ressources nécessaires pour financer les activités des institutions militaires et de sécurité qui le maintiennent au pouvoir.

En ce qui concerne ces ressources, le Président Kagamé s'appuie aussi bien sur les fonds publics que sur les ressources générées par les activités commerciales du FPR. Les hommes et les femmes chargés de générer, d'administrer et de livrer ces ressources sont très influents.

Crystal Ventures (anciennement Tri-Star investissements) et le Groupe Horizon, des entreprises dont le Président Kagamé est propriétaire, ostensiblement appartiennent au FPR et au ministère de la défense, mais sont pratiquement ses affaires personnelles. C'est lui seul qui contrôle cet empire commercial. Les comptes des entreprises sont secrets et jamais contrôlés indépendamment. Les gestionnaires des entreprises relèvent de Kagamé seul. Kagamé ne rend compte à aucun organe du FPR sur ces questions d'affaires et des finances.

Dixièmement ; la pièce centrale et déterminante dans le drame du Rwanda contemporain est le Président Kagamé lui-même. On me demande souvent, ce qui motive Paul Kagamé ? Comment son caractère, façonné par sa vie de réfugié à bas âge, son implication dans les guerres violentes en Ouganda, au Rwanda et en RDC ont affecté son regard sur la vie ?

Depuis les années 1980, Paul Kagamé a été au centre des conflits violents, s'étendant sur les territoires de l'Ouganda, du Rwanda et de la République démocratique du Congo. Dans ces conflits, il y a eu des destructions massives de la vie et d'autres violations des droits de l'homme horribles. Kagamé porte une responsabilité personnelle ainsi que la responsabilité du commandement pour un grand nombre de ces crimes, y compris les assassinats et autres violations graves des droits de l'homme.

Après une vie de violence inimaginable, Kagamé est un tueur en série et tueur de masse, une personne sans regrets ni remords pour les actes de violence que lui-même ou d'autres agissant sur ses instructions, ont commis. Il n'est pas apologétique à ce sujet. Au contraire, il dit clairement dans les conversations tant publiques que privées que ses adversaires doivent mourir.

A propos de sa récente victime, le Colonel Patrick Karegeya, assassiné à Johannesburg en Afrique du Sud, le Président Kagamé a dit froidement, « Le Rwanda n'a pas tué cette personne...J'aurais aimé que le Rwanda l'ait fait ...J'aurais vivement aimé qu'il le fasse”.

Interrogé sur l'attentat contre l'avion du Président Habyarimana, il a été cité en disant, « Je ne m'en fous éperdument».

Il est implacable, et prend toujours des risques plus grands, bien au-delà d'un comportement rationnel. Quelques semaines après l'assassinat du Colonel Karegeya, des agents à la solde du Rwanda ont essayé d'assassiner le général Kayumba Nyamwasa pour la troisième fois, déclenchant une crise diplomatique entre l'Afrique du Sud et au Rwanda.

Ce qui est évident pour ces crimes passés, le Président Kagamé est très paranoïaque à propos de complots destinés à le chasser du pouvoir et sur sa sécurité en général.

Les actions de Kagamé dépendent dans une large mesure d'un règlement de comptes avec son passé. Kagamé croit que le nom ou la réputation d'une personne constituent la possession la plus précieuse. Il s'est fait une fausse réputation de frugalité, d'incorruptibilité, de responsabilisation du gouvernement et de héros militaire qui a arrêté le génocide.

La préservation de cette fausse image est essentielle pour la préservation du monopole du pouvoir de Kagamé au Rwanda. La plus grande préoccupation de Kagamé, ce sont les gens qui sont en possession des informations, y compris sur la corruption et la responsabilité des assassinats, les crimes de guerre et crimes contre l'humanité, en Ouganda, au Rwanda et en RDC qui pourraient ternir l'image publique qu'il s'est fabriquée.

Les antécédents criminels de Kagamé et la nécessité d'éviter d'être tenu pour responsable, expliquent pourquoi il est déterminé à se maintenir au pouvoir à tout prix, y compris l'assassinat d'opposants politiques, surtout ceux qui le connaissent très bien.

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de résumer les principales caractéristiques de 20 ans de règne de terreur du Président Paul Kagamé et du FPR: un récit déformé et trompeur qui criminalise les Hutus en particulier et tous ses opposants en général ; le recours à la violence et à la guerre au niveau national et régional ; la « Tutsisation » de la direction de l'armée tout en éliminant les concurrents réels et potentiels ; la transformation du parti FPR au pouvoir en une boîte à lettre destinée à faire respecter sa volonté tout en éliminant les prétendants au pouvoir réels ou perçus comme tels ; l'usurpation et la centralisation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire ; la fermeture de l'espace politique pour les partis politiques, la société civile, les médias indépendants et l'activité intellectuelle ; le contrôle personnel d'un empire financier qui s'étend sur les secteurs public et privé ; et, un état d'esprit d'un tueur en série et de tueur de masse qui inexorablement agit en toute impunité.

C'est cette situation qui a conduit certains d'entre nous, anciens membres du FPR et partenaires du Président Paul Kagamé à en découdre avec lui et, avec d'autres rwandais au-delà des clivages ethniques, à établir le Congrès National Rwandais (RNC), avec les objectifs suivants :

- Arrêter et prévenir les conflits violents, y compris le génocide et les graves violations des droits de l'homme dont le peuple rwandais a périodiquement souffert et qui ont historiquement affectés les citoyens – hommes, femmes et enfants – des états voisins;
- Éradiquer une culture de l'impunité pour les violations des droits de l'homme ;
- Créer un environnement favorable et progressif propice au développement social et économique pour tout le peuple rwandais ;
- Établir, entretenir et institutionnaliser la gouvernance démocratique, en particulier l'état de droit dans tous ses aspects ;
- Établir une fonction publique et des institutions de sécurité indépendantes, non partisans et professionnelles ;
- Construire une société stable qui promeut et protège l'égalité, embrasse et célèbre la diversité et favorise l'inclusion dans tous les aspects de la vie nationale ;
- Promouvoir la réconciliation et la prise en charge individuelles, communautaires et nationales ;
- Promouvoir des relations harmonieuses, la réconciliation et une collaboration mutuellement avantageuse avec les peuples et les gouvernements des États voisins ;
- Résoudre le problème chronique des réfugiés rwandais ; et,
- favoriser une culture de la tolérance aux idées diverses, de liberté de discussion et de débat de questions cruciales.

Au cœur de notre programme, largement partagée avec la majorité des rwandais et dans la plateforme politique, à laquelle notre organisation fait partie avec les FDU-Inkingi et AMAHORO People's Congress , se trouve le triple défi : a) construire une armée et des institutions de sécurité qui sont véritablement nationales au lieu d'être des otages d'une clique à base ethnique; b) garantir les libertés fondamentales et la démocratie avec des

garanties pour les minorités ; et, c) poursuivre la vérité, de réconciliation et de justice pour tous comme des conditions indispensables pour une paix durable au Rwanda et dans la région des grands lacs.

Nous avons prêché cela et le dialogue comme la voie d'un changement pacifique, mais le Président Paul Kagamé a systématiquement répondu avec violence, en déclarant et en agissant résolument afin d'exclure toute possibilité pour des réformes pacifiques au Rwanda.

Le Rwanda, comme en 1959 et en 1994, est actuellement à la croisée des chemins encore une fois, penchant vers la guerre civile et plus de bain de sang.

Le Président Paul Kagamé et son FPR sont armés et dangereux, ont pris en otages les 11 millions de rwandais et menacent, une fois de plus, de mettre l'ensemble de la région des grands lacs à feu et à sang.

Une autre guerre civile et le génocide ne sont pas une fatalité. Ils peuvent être évités. Toutefois, la fenêtre d'opportunité se referme rapidement.

La communauté internationale a l'obligation d'aider les Rwandais à résister, contenir, arrêter et inverser la terreur du Président Paul Kagamé. Vingt ans d'apaisement ont simplement rendu son régime plus intransigeant et toujours prêt à agir en toute impunité.

La première étape de ce processus est de faire en sorte que le récit sur le Rwanda soit correct. Je suis heureux que cette conférence vise à le faire.

La deuxième étape consiste à surmonter la peur et la culpabilité et à s'exprimer. L'histoire a prouvé que la peur et le silence sont des armes très puissantes dans les mains de régimes dictatoriaux.

La troisième étape consiste à ne pas nuire. Si vous ne pouvez pas aider le peuple rwandais, au moins n'aidez pas ceux qui le tuent. A ceux qui sont en alliance avec lui à Londres et à Washington DC, nous vous disons : assez c'est assez, arrêtez d'aider et de récompenser le comportement criminel du Président Kagamé.

Enfin, raccordons-nous et formons un réseau. Les régimes dictatoriaux aiment faire face aux opprimés dans l'isolement, et les vaincre un par un.

Si nous pouvions mettre en commun nos esprits et nos actions ensemble, nous formerions la devise de la France, « Liberté, égalité et fraternité », qui elle-même est une aspiration humaine universelle, pertinente et possible pour l'avenir du Rwanda, comme cela a été pour les Français depuis maintenant des siècles.

Je vous remercie!